

Vos vérités à Hollande

■ Cinq mois après la présidentielle, vous jugez l'action du chef de l'État
■ Michel Sapin défend les réformes ■ Raffarin dénonce « l'improvisation »



(Photos Nire-Matin et Reuters)

PAGES 2 À 7



Ce que vous attendez

Président depuis le 6 mai, François Hollande a suscité de nombreux espoirs. Dans le Var comme dans les Alpes-Maritimes, les citoyens exigent du concret. Ils veulent donner une chance au chef de l'État

L'édito

d'Olivier
BISCAYE
Directeur
des rédactions



Urgence(s)

Monsieur le président de la République, Quand les ministres ne font plus dans la cacophonie et la langue de bois outrancière, quand les parlementaires ne jouent pas les rebelles, quand les oppositions ne sont plus constructives, que la communication ne l'emporte pas sur le bon sens, une fois les caméras éteintes et les plateaux-télé désertés, que reste-t-il donc ? Je vous le donne en mille : il y a la vraie vie. Les réalités du terrain. Les fins de mois difficiles, les plans sociaux à répétition, les doutes, les craintes, aussi, pour nos enfants et leur avenir. C'est le quotidien ordinaire de nombre de Français. Celui de l'après 6 mai, à y regarder de près, n'est finalement pas bien éloigné de celui du mois d'avril. Ce matin encore, les citoyens se lèveront inquiets. Certains font partie, peut-être, des 56 % de mécontents qui dénoncent votre politique. D'autres sont à coup sûr quelques-uns des 43 % d'électeurs encore satisfaits des réformes initiées depuis cinq mois. Tous cependant ont un besoin, ardent et sincère, de réponses concrètes qui, enfin, les rassureront. C'est tout le sens des messages des (é)lecteurs, déjà interrogés en avril, retrouvés ces derniers jours, et qui vous interpellent dans notre édition d'aujourd'hui. Face à leurs urgences, Monsieur le président de la République, il y a urgence à agir.

« Il n'a pas secoué le tapis ! »

Frédéric Menicucci, maçon à Brignoles

« Cinq mois après, François Hollande, je n'en pense ni plus ni moins que la majorité des gens : pour l'instant, il n'a pas beaucoup secoué le tapis ! Sauf pour le vote des étrangers, qui, de toute façon, sera validé. Ceux qui semblent revenir là-dessus vont vite être calmés. Ça ne veut pas dire que je sois pour : c'est déjà très dur de s'entendre entre Européens, alors... Une mesure qui, certes, n'a pas d'impact sur moi, mais qui ne me convient pas, c'est la refiscalisation des heures supplémentaires. J'ai pas mal de collègues pour qui ça pose problème. Du coup, ils ne font plus d'heures sup', mais leurs boîtes n'embauchent pas pour autant ! Quant au bâtiment qui, jusqu'ici, ne semblait pas se porter trop mal, il va finir par être touché : moi, j'ai du travail jusqu'à la mi-2013, mais ça fait deux mois que je n'ai pas fait le moindre devis. Bref,



rien ne change et tout ça est bien fade. Bien sûr, je suis patron. Et les patrons, le plus souvent, ne votent pas à gauche... Mais je crois surtout que quel que soit la tendance politique, c'est pareil. Personne n'osera admettre que nous sommes trop nombreux, que s'il y en avait pour tout le monde, il n'y aurait pas de conflit. Sans ça, ça va devenir de plus en plus compliqué. Je n'y crois plus du tout... »

« Pire qu'avant »

Guy Trotobas, agriculteur à Draguignan



« Je pense que la politique menée par François Hollande n'est pas forcément pire que les précédentes. Mais bon, disons qu'il faut qu'il comble les trous, parce qu'on nous dit que les caisses de l'État sont vides. Il va donc taper de partout, sur les cigarettes, l'essence ou

les impôts pour tenter de rétablir les comptes. Mais je pense que sa politique va être pire qu'avant. Quand on voit la faible baisse du prix de l'essence, on se demande si ce n'est pas de la rigolade. Je ne suis pas pour certaines lois qu'il veut adopter comme le mariage homosexuel. En ce qui me concerne, c'est-à-dire pour l'agriculture, je ne pense pas que le gouvernement y prête une forte attention. Il n'y a pas de relève et cela n'inquiète personne. Ici à Draguignan, c'est quasiment mort. »

« Un peu tôt pour juger »

Pascale Figarella, auxiliaire de vie à Cagnes

En avril dernier, Pascale avait mis le chômage en tête de gondole de ses attentes présidentielles. Et quelques mois après l'élection de François Hollande, son propos est déjà sans concession même si la Cagnoise prend le soin de rappeler « qu'il est un peu tôt pour juger du travail du chef de l'État. » « Je ne vois pas comment on va se sortir de cette grosse crise économique. Je pense qu'il n'y a pas de réels moyens mis en œuvre pour relancer l'économie. Il n'y a pas assez de vigueur dans les projets. Certes, des emplois sont créés dans la fonction publique, mais ce sont là des services et non de la production. L'estime que les mesures prises pour l'instant sont faibles. Qu'il n'y a pas grand-chose de mis en



œuvre pour donner envie aux entreprises de se lancer dans des embauches. Bien sûr, la crise y est pour beaucoup. Mais je crois qu'il y a aussi un manque de dynamisme du gouvernement. Pour l'instant, ce n'est pas vraiment à la hauteur des attentes. »

« Très inquiète pour les jeunes »

Elisabeth Touraille, retraitée et présidente bénévole d'une association à Nice



« À la question qu'attendez-vous du prochain président de la République j'avais répondu : priorité à l'éducation. Je suis très inquiète pour l'avenir des jeunes, à cause de la carence éducative et de la conjoncture économique. Dans ce contexte, je ne peux qu'approuver la dernière déclaration du ministre de l'Éducation Vincent Peillon qui promet le recrutement de 40 000 pro-

fesseurs. Mais cette annonce, tout en me satisfaisant, me paraît floue : de quels postes d'enseignants parle-t-on ? Et quelles formations recevront-ils ? Alors j'attends et je laisse les professionnels au travail ! La seule mesure concrète que j'ai retenue pour l'instant c'est le retour à la semaine de 4 jours 1/2 : et cette annonce me paraît

aller dans le bon sens. Car les enfants ont besoin de temps pour acquérir les savoirs. »

de François Hollande

« Le changement, c'est pour quand ? »

Stéphanie Bentele, vendeuse dans un magasin de sports à Menton

« J'avais dit que le futur président devait agir pour le pouvoir d'achat. Mais il n'a rien fait. C'est pour quand le changement ? Les promesses n'ont pas été tenues ou alors sont reportées. Je pense que l'augmentation du nombre des fonctionnaires entraîne des dépenses supplémentaires qu'il va falloir supporter. De plus, la taxe sociale qui devait être supprimée va certainement être remise en place, ce qui est une très mauvaise nouvelle. Nous attendons toujours la baisse des charges sociales et l'augmentation des salaires. Finalement, à part la hausse de l'allocation rentrée, qui a provoqué une légère poussée de la consommation, rien n'a été entrepris. Et encore, dans certains secteurs autres



que le nôtre, la crise se fait davantage sentir, comme dans la restauration par exemple. Dans le sport, les clients achètent et nos chiffres sont bons. On se demande d'ailleurs d'où ça vient... Je pense que malgré la crise, les gens se lâchent. Ils se font plaisir avant tout. »

que le nôtre, la crise se fait davantage sentir, comme dans la restauration par exemple. Dans le sport, les clients achètent et nos chiffres sont bons. On se demande d'ailleurs d'où ça vient... Je pense que malgré la crise, les gens se lâchent. Ils se font plaisir avant tout. »

« Des chantiers de longue haleine »

Béatrice Jouglens, fleuriste à La Londe

Moins de charges pour pouvoir embaucher des employés et des solutions qui tiennent compte de l'écologie pour sortir de la crise. Voilà ce qu'attendait Béatrice Jouglens, fleuriste à La Londe, de l'élection présidentielle.

« Pour l'instant, par rapport à ce que j'avais dit, rien n'a changé », constate-t-elle aujourd'hui. Mais à peine plus de quatre mois après l'élection de François Hollande, la chef d'entreprise estime qu'il est encore un peu tôt pour juger. « On ne change pas tout en trois mois. Il faut deux, trois ans, et peut-être

même qu'un mandat ne suffira pas. Ce sont des chantiers de longue haleine. »

Pour le moment, c'est surtout sur le terrain de l'écologie qu'elle attend François Hollande. « Je pense qu'il est toujours aussi frileux et qu'il ménage la chèvre et le chou. À part l'annonce de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, je crois qu'il y a juste une conférence qui a débuté [N.D.L.R. : la conférence environnementale de Paris dernièrement]. Je ne sais pas ce que ça va donner mais je



comprends les difficultés : il est entre deux impératifs, faire de l'écologie et préserver les emplois. Je conçois qu'on ne peut pas fermer toutes les centrales en même temps. » Du temps donc, du temps avant de juger !

« Nos gouvernants ont perdu la notion de l'argent ! »

Vanessa Ristori, mère de famille, Vallauris



Il y a quelques mois, elle s'avouait déjà peu convaincue par la forme que prenaient les choses. C'était avant que tombe le résultat de l'élection. Elle confiait avoir « voté pour un outsider » et ne pas croire que la solution puisse venir des grands partis. Depuis, de l'eau a eu beau couler sous les ponts, Vanessa Ristori est restée campée sur ses positions. « J'ai même cessé de m'intéresser à la politique avec acharnement. » Mais elle écoute les gens

parler. Et se fait une idée.

« Le peu que j'ai entendu m'a fait sourire : beaucoup reviennent sur leur grande joie de départ ! » Dans son entourage, le bilan n'est donc pas bon... « On continue de nous prendre pour des imbéciles et beaucoup commencent à s'en rendre compte. Prenez l'exemple des vacances du Président : il se gausse d'avoir pris le train mais n'évoque pas tous les frais engendrés. Le dispositif de sécurité notamment. Des hommes et je crois même un hélicoptère ! Il faut arrêter ! »

Autre point qui la fait grincer des dents : « Des professeurs ont perdu vingt euros sur leur salaire, quelque chose comme ça. Alors qu'ils s'attendaient à l'inverse. Et moi, je paye des taxes qui ont plutôt tendance à gonfler ! » Elle poursuit : « Hollande,

c'est mon employé. Et c'est un mauvais employé. Ceci dit, que ce soit d'un côté ou de l'autre : c'est toujours la même chose. »

Nicolas Sarkozy, le sortant, n'aurait donc pas mieux fait. Peut-être aurait-il adopté une posture plus « digne » pour la Vallaurienne... « Hollande, je l'appelle le cookie : mou et croustillant à la fois. Enfin... surtout mou. » Elle le trouve « très doux », « très gentil »... « Mais il n'a en aucun cas la stature d'un président. » Ça fait mal. Mais Vanessa Ristori n'a pas fini : « Vous savez ce qu'il se passe ? On nous taxe sous prétexte que les caisses de l'État sont vides. Mais il y en a plein de l'argent dans les caisses ! Elles débordent ! Justement, il y en a tellement que nos gouvernants en ont perdu la notion ! Ils ne se rendent plus compte de ce avec quoi les gens vivent ! »

« Il faut le laisser travailler »

Dominique Bourdon, libraire à Saint-Tropez



Lors de la campagne présidentielle, Dominique Bourdon espérait notamment une TVA à 5,5% pour les livres, et plus de liberté pour les dépositaires de presse pour

sélectionner les parutions à mettre en vente. Cinq mois après l'élection, elle n'est pas mécontente.

« Très franchement, je pense qu'il est trop tôt pour juger. Il faut le laisser travailler. On ne peut pas faire un bilan après juste quelques mois, alors qu'on est dans une crise terrible, qui est la même pour tout le monde. La TVA des livres repassera à 5,5% en janvier prochain. Sur ce point, je suis satisfaite. Pour le reste on verra. J'étais pour un changement. Nous l'avons. C'est vrai que les impôts vont augmenter mais les petites et moyennes entreprises seront apparemment peu touchées. Toutefois, je le redis. Il est prématuré de faire un bilan. »

« Mes attentes sont les mêmes »

J-Michel Letierce, chauffeur de bus, Fréjus

« Pour moi rien n'a changé, mes attentes sont toujours les mêmes. Ne serait-ce qu'au niveau du logement, cela fait deux ans que je demande une HLM. J'ai eu deux propositions mais ensuite la commission m'a répondu : « désolé, il y a des gens dans une situation bien pire que la vôtre ». En ce qui concerne la baisse du prix des carburants, je n'ai senti aucune différence lorsque je suis

passé à la pompe. Je n'ai pas les moyens de faire un plein par semaine, donc j'essaie de limiter mes déplacements. Ça coûte trop cher ! Cela dit,

est-ce que Sarkozy, ou un autre, aurait fait mieux ? Je n'en suis pas certain. Aujourd'hui, beaucoup de critiques pleuvent sur François Hollande, mais il ne faut pas oublier qu'il n'est



président que depuis quatre-vingt-cinq mois. Il faut laisser le temps au temps... On pourra véritablement juger la politique d'Hollande lorsqu'il arrivera à la moitié de son mandat. »

« L'immobilisme, fait le plus marquant »

Jean-Philippe Giraud, expert-comptable à Mandelieu-la-Napoule

« Excepté une mesure symbolique concernant la baisse des salaires des membres du gouvernement, l'immobilisme est le fait le plus marquant de la présidence de François Hollande. La chute de popularité du Président dans les sondages prouve d'ailleurs la déception de beaucoup de Français. Ce qui est regrettable à mon sens, c'est le soin pris par M. Hollande de supprimer méthodiquement tout ce qui a été fait par son prédécesseur Nicolas Sarkozy, y compris les mesures bénéfiques comme l'exonération des charges sociales pour les heures supplémentaires ou encore la TVA sociale. Je réprovoque également la hausse des impôts prévue par le gouvernement, comme c'est le cas pour

l'impôt sur le revenu ou pour la Contribution sociale généralisée. Cette mesure décourage les gens et peut causer la fuite des fortunes vers l'étranger. C'est toujours très facile d'augmenter les impôts plutôt que de s'attaquer aux privilèges des uns et des autres. Au début du mandat de François Hollande, j'espérais des économies sur le train de vie de l'État ainsi qu'une simplification du mille-feuille administratif. Au lieu de cela, nous avons un gouvernement avec trente-huit ministres, que l'on connaît à peine et qui coûtent cher. Finalement, les quelques mois de présidence de François Hollande consistent en la consolidation du clivage gauche-droite. »



« On aimerait travailler plus »

La jeunesse, grande priorité pendant la campagne. Elle a fait l'objet de toutes les attentions : emploi, formation, apprentissage, logement... Et aujourd'hui, que fait-on pour elle ?

Avec les jeunes à Toulon

La vraie vie, ils connaissent. En témoignent les fins de mois difficiles pour la majorité d'entre eux... Les jeunes gens rencontrés au Centre de formation des apprentis de La Valette, déjà de plain-pied dans le monde du travail, ne mâchent pas leurs mots. « *Le changement, nous, on ne l'a pas vu.* » Et les plus remontés ajoutent : « *C'est même pire !* » Ambiance...

■ Messages au gouvernement

En chœur : « *Faites quelque chose pour les jeunes comme nous !* »
Irina : « *Donnez les moyens aux entreprises de nous embaucher.* »
Fabien : « *A chercher trop longtemps un patron qui voudra bien nous embaucher, on peut perdre courage.* »
Thomas : « *On est plein d'énergie, on aimerait pouvoir travailler plus !* »
Laurent : « *Y compris le week-end pour s'en sortir !* »

■ L'art de présider

Laurent : « *François Hollande a baissé ses indemnités, c'est symbolique, mais j'ai apprécié.* »
Thomas : « *Il a diminué son salaire mais il n'a pas augmenté le mien !* »
Emmanuelle : « *La crise, ce n'est pas un contexte normal, on n'a pas besoin d'un président normal.* »



Au Centre de formation des apprentis de La Valette, les jeunes, déjà de plain-pied dans le monde du travail, ne mâchent pas leurs mots. (Photo Patrick Blanchard)

■ Avant/Après

Morgane : « *François Hollande a annulé tout ce que Nicolas Sarkozy avait fait de bien.* »
Thomas : « *Le gouvernement tape sur ceux qui veulent travailler. La fin des heures supplémentaires défiscalisées pénalise beaucoup de salariés.* »

■ Les riches

Romain : « *Prendre leur argent aux riches en augmentant encore leurs impôts, ce n'est pas bien. Ils s'en vont tous.* »
Jennifer : « *Les riches en France participent déjà beaucoup.* »

■ Ceux qui ont voté Hollande

Julien : « *Pour le moment, je ne vois*

rien venir mais il a cinq ans devant lui. »

Laurent : « *Gauche ou droite, je ne constate pas de changement en positif.* »

Morgane : « *Ceux qui ont voté Hollande, maintenant, on dirait qu'ils ont honte.* »

■ Le débat

Le mariage entre personnes de même sexe ? Ils approuvent ou y sont indifférents. En revanche, l'adoption suscite une discussion très animée. Entre le camp des partisans d'« *un enfant a besoin d'un papa et d'une maman* ». Et ceux, moins nombreux, d'« *un enfant a d'abord besoin d'être aimé, peu importe que ce soient par des hétéros ou des homos.* »

■ Les flops

Le droit de vote des étrangers ? « *Même pas envie d'en parler.* » La baisse du prix de l'essence cet été : « *On en rigole encore !* »

■ L'avenir

Mélina : « *La retraite, nous l'aurons à 90 ans et nous aurons travaillé toute notre vie. Alors...* »

MIREILLE MARTIN
mmartin@nicematin.fr

Merci à la Chambre des métiers du Var et à Eliane Viano, directrice du CFA de La Valette.

Des attentes déjà en avril



Vous avez la parole !

C'était le titre de la Une du vendredi 13 avril. Et le sens de l'opération lancée par le groupe Nice-Matin : 100 électeurs des Alpes-Maritimes, du Var et de la Corse qui expliquent ce qu'ils attendent du prochain président de la République élu le 6 mai. Un message adressé aux dix candidats à la présidentielle, neuf jours avant le premier tour. Ils étaient étudiants et allaient voter pour la première fois. Elles étaient mères au foyer. Ils étaient retraités, chef d'entreprise, boulanger, facteur, avocat ou agriculteur. Sans boulot aussi. Ils avaient tous un point commun : ramener les prétendants à l'Élysée aux réalités du quotidien.

Emploi, dette, éducation, insécurité

Aux vraies priorités : emploi, éducation, pouvoir d'achat, dette. Le sondage CSA pour Nice-Matin, publié dans notre édition du 13 avril, est venu confirmer les attentes des électeurs. Selon cette enquête, 46 % des citoyens estimaient que l'emploi devait être la priorité des priorités du chef de l'État. Une volonté qui écrasait toutes les autres : le déficit public (18 %), l'avenir du modèle social français (16 %), l'éducation (9 %), l'insécurité (6 %), l'inflation (5 %). Préoccupés, nos lecteurs l'étaient forcément. Mais tous voulaient croire à une vie meilleure pour eux et pour leurs proches. C'était le sens de leurs interventions dans notre journal.

Honnêteté et compétence

Les électeurs interrogés sont allés plus loin. A la question : quelle qualité principale attendez-vous du président de la République, ils répondaient l'honnêteté à 32 %, la compétence à 29 %, la capacité à décider à 18 %, l'écoute à 11 % et le courage à seulement 10 %.

Le monde de l'innovation garde espoir

Avec les chefs d'entreprise à Sophia

Du côté de Sophia Antipolis, véritable fourmilière de PME et start-up innovantes, les acteurs sont restés quelques mois dans l'expectative, accusant plutôt le choc des derniers coups de rabot du gouvernement Sarkozy, et notamment la limitation des avantages du statut de Jeune Entreprise Innovante (JET).

Le statut JEI rétabli

Et puis finalement, la semaine dernière, à l'occasion de la remise du prix de l'Audace créatrice, François Hollande a lancé quelques indices sur ses projets à l'égard des PME et du monde de l'innovation. Première annonce : le rétablissement complet du statut de JEI, et notamment l'exonéra-



André Labat : « *Il faut une réelle stabilité fiscale.* »

(Photo Cyril Doderigny)

tion complète des charges sociales durant huit ans (depuis 2011, l'exonération devenait dégressive au bout de quatre ans). Si la mesure prend réellement effet, c'est un énorme soulagement pour un grand nombre de créateurs d'entreprises, comme le confirme André Labat, directeur de l'incubateur Paca-Est : « *Mon travail est d'accompagner les start-up innovantes, et beau-*

coup se sont trouvées en difficulté avec le rabot de 2011. Imaginez, elles avaient établi un business plan sur huit ans, et du jour au lendemain tout a changé. Certains se sont trouvés en manque de fonds. Au-delà du statut de JEI, il faut une réelle stabilité fiscale. » Autre promesse de François Hollande qui suscite l'espoir des Sôphipolitains : l'extension du crédit impôt recher-

che (CIR) à des dépenses d'innovation. « *Son champ sera élargi et notamment pour toutes les dépenses de prototypes engagées par les PME indépendantes, jusqu'à 250 salariés* », a précisé le président de la République. Un critère qui pourrait concerner un grand nombre de sociétés de la technopole.

Inquiets pour les levées de fonds

Tout comme le nouveau plan d'épargne en actions (PEA) censé fournir des financements aux PME en mobilisant davantage les placements des Français vers ce type d'actionnariat. « *Cette annonce donne bien sûr de l'espoir*, avoue Jacques-Olivier Piednoir, patron de la PME Cadence et porte-parole des acteurs de la microélectronique. *Notre secteur est très concurrentiel à l'échelle internationale, ces soutiens seraient favorables. Reste à savoir*

de quoi il va s'agir exactement. Le diable est dans le détail comme disent les Américains. »

Question détail, il en est d'ailleurs un qui, pour le coup, ne réjouit pas du tout les patrons de start-up, en particulier ceux qui sont actuellement dans un processus de levée de fonds. En cause : un volet de la loi TEPA. « *En 2007, celle-ci permettait aux personnes assujetties à l'ISF de déduire des impôts 75 % des sommes investies dans les PME. Le taux est ensuite passé à 50 % avec un seuil de 45000 euros, et on nous dit qu'il pourrait être ramené désormais à 25 %.* Ce n'est plus incitatif du tout, explique Younès Soulimi, actuellement à la recherche de capital pour sa société Esioox. *Partout où nous allons, on nous répète qu'avec cette mesure, il y a moins d'agent, et que ça va être difficile.* »

FLORENCE BUADES
fbuades@nicematin.fr

Michel Sapin : « La confiance se mérite dans la durée »

Le ministre du Travail monte au créneau pour défendre le premier bilan de François Hollande. Il appelle les Français à la patience et réclame à ses collègues du gouvernement plus de « cohésion »

La barre des trois millions de chômeurs est désormais franchie. Inéluctable ?

Les chiffres ne sont pas bons, en effet. Et ils ne le sont pas depuis de nombreux mois. Les trois millions de chômeurs sont ceux que nous avons trouvés en arrivant. C'est au fond la marque la plus visible de l'échec de Nicolas Sarkozy et de sa majorité.

Les emplois d'avenir, c'est l'arbre qui cache la forêt chômage ?

C'est une mesure parmi d'autres. Elle a pour objectif de répondre à la situation insupportable que connaissent ces jeunes sans emploi et sans aucune formation, reflet d'un double échec : économique et éducatif. Verront aussi bientôt le jour, les contrats de génération, qui concernent tous les jeunes et toutes les entreprises.

Le pouvoir d'achat est l'autre priorité des Français...

Nous avons pris des mesures d'urgence comme l'augmentation du Smic, la réévaluation de l'allocation de rentrée scolaire. Mais le pouvoir d'achat c'est aussi de faire en sorte que les dépenses des ménages soient moins élevées. Comme pour les carburants ou l'énergie, par exemple, qui ont déjà fait ou vont faire l'objet de mesures spécifiques. Mais aussi les mesures qui touchent au financement du logement.

François Hollande a-t-il sous-estimé l'ampleur de sa tâche ?
Nous ne découvrons pas une

“ Il y a besoin de cohérence, de responsabilité ”



(Photo Reuters)

réalité en arrivant au pouvoir. Pendant toute la campagne François Hollande a considéré que la situation était beaucoup plus grave que celle décrite par Nicolas Sarkozy. En janvier dernier, celui-ci disait « la crise est derrière nous », au même moment, lors du discours fondateur du Bourget, François

Hollande disait « la crise est devant nous. » Nous ne l'avons

donc pas découverte en arrivant !

Dans cette situation d'urgence une présidence « normale » est-elle possible ?

François Hollande fait la différence entre ce qui est un comportement normal, modeste dans le fonctionnement de l'Etat et la situation,

exceptionnellement grave, qui exige une prise de décisions exceptionnellement importantes.

Les Français attendent beaucoup du nouveau président. Leur a-t-il trop promis ?

Chacun retient ce qu'il veut d'une campagne. Mais pour l'avoir menée avec lui, je sais que toutes les propositions qui ont été faites l'ont été avec une double volonté : retrouver l'équilibre d'un chemin financier et budgétaire indispensable ; soutenir la croissance économique et donc la création d'emplois.

Le changement de cap opéré depuis la rentrée avec une présence de tous les instants est-il le bon ?

Avec la V^e République et dans la situation de la France, il est légitime et indispensable que le président soit très présent dans le débat pour orienter, fixer le cap et comme il le dit lui-même, fixer

le rythme. La différence avec son prédécesseur est que lui ne confisque pas la totalité des pouvoirs.

Comment restaurer la confiance en période de crise ?

Les Français vivent la difficulté, le drame du chômage, les problèmes de sécurité. Ils ne découvrent pas tout cela aujourd'hui. Et au fond, la confiance ce n'est pas quelque chose qui se mérite dans l'instant, mais dans la durée. Prendre le temps d'agir c'est la garantie d'une efficacité et de résultats durables.

Il n'est donc pas nécessaire d'accélérer le train des réformes ?

Le rythme doit être soutenu. Il l'est d'ailleurs depuis le premier jour. C'est

pourquoi le président de la République a souhaité que des outils,

notamment pour la lutte contre le chômage, soient mis en œuvre le plus vite possible. François Hollande l'a dit lui-même, il nous faut deux années d'efforts pour que nos comptes publics soient redressés, pour que la courbe du chômage ne s'inverse.

L'unité du gouvernement semble mise à mal. Manque-t-il de cohérence ?

Il y a besoin de cohérence, de cohésion, de responsabilité. Nous ne sommes pas là pour le plaisir d'être ministre. Nous sommes là parce que nous avons la mission

d'apporter des réponses concrètes et efficaces aux Français qui n'en peuvent plus.

Les couacs ministériels de l'été étaient-ils évitables ?

Les débats peuvent exister sur le fond, la table du Conseil des ministres est là pour cela comme les réunions interministérielles. Mais il n'y a qu'une position du gouvernement et seule cette position peut être défendue. Les petites questions d'ego doivent disparaître rapidement, sinon ce sont les égos eux-mêmes qui disparaîtront...

Les ministres écologistes Cécile Duflot et Pascal Canfin ont-ils encore leurs places au gouvernement malgré le refus de leur parti de voter le pacte budgétaire européen ?

Évidemment oui, et c'est indiscutable. L'accord que le PS et EE/LV ont signé est un accord de gouvernement

et de législature qui nous engage pour cinq ans. Ceci n'ôte rien à la nécessité que sur des sujets fondamentaux chacun réfléchisse bien avant de prendre des décisions. Nous ne sommes pas dans un jeu de rôle. Il y a des partis politiques qui sont membres de la majorité présidentielle, ça veut dire quelque chose. Chacun doit pour l'avenir, plus encore que par le passé, avoir ce sens de la responsabilité.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTIAN HUULT
chuault@nicematin.fr**

“ Nous ne sommes pas dans un jeu de rôle ”

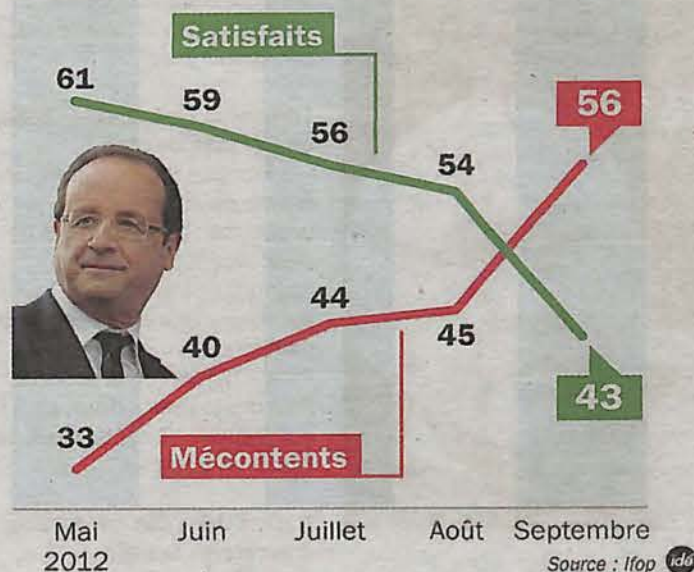
Les cinq mois qui ont

Cinq mois après son élection, le président « normal » est déjà en désamour avec les Français. A-t-il sous-estimé les effets de la crise et surestimé ses capacités à affronter les réalités du quotidien ?

François Hollande a bien fait de se tanner la peau au soleil de Brégançon en août dernier. Car dès qu'il est monté dans le TGV du retour vers Paris, en « président normal » qu'il ne cesse de vouloir être, le chef de l'Etat a dû se tanner le cuir pour affronter les dures réalités d'un quotidien de crise qui l'a rattrapé bien plus vite qu'il ne l'imaginait et les acerbes critiques qui en cette rentrée n'ont cessé de lui tomber dessus ! Tout l'été, son inaction a été décrite par ses adversaires politiques, mais aussi au sein de son propre camp où personne ne s'étonne « de son manque de décision », chuchote-t-on du côté de la rue de Solferino, où le Président ne compte pas que des amis. Alors depuis la rentrée, Hollande fait du Sarkozy. Il est partout, multiplie les déplacements en province et les rendez-vous médiatiques. « Une reprise en main trop tardive », analyse le politologue Stéphane Rozès, et à laquelle n'adhèrent pas les Français qui, si l'on en croit les derniers sonda-

Hollande : la popularité

En % des sondés



ges, ne sont plus que 43 % à 49 % selon les instituts à avoir de lui une image positive. À droite, on raille, comme Xavier Bertrand par exemple, « son manque de cou-

rage. Les Français paieront la facture », promet même l'ancien ministre. Candidat à la présidence de l'UMP, Jean-François Copé est, lui, encore plus sévère : « Il est en

train de mettre la France par terre. »

Victime du syndrome Sarkozy ?

Tout en reconnaissant « une entrée finalement plutôt réussie sur la scène européenne et internationale », Stéphane Rozès estime que les Français s'attachent bien davantage à l'action de leur président sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Mais le message passe mal. « Être un candidat normal était tout à fait... normal. Mais face à la crise et aux réalités du terrain, on ne peut pas être un président normal. François Hollande a oublié que ce n'est pas la personne qui imprime la fonction, mais bien la fonction qui s'impose à la personne ! » Et si finalement François Hollande était tout simplement victime du syndrome Sarkozy ? « Il ne faut jamais oublier qu'il a été élu - de très peu - non pas sur un vote d'adhésion à son programme, mais sur un rejet de Sarkozy », analyse Jean-Luc Mano. Le conseiller en communication politique considère que ce premier divorce entre

les Français et leur nouveau président date du cœur de l'été : « Sarkozy les avait habitués à être partout, tout le temps, même en vacances. En cette période de crise, Hollande a donné le sentiment d'un abandon de poste. En fait, je crois que même excessive, l'omniprésence de Sarkozy avait créé une habitude. Une sorte d'addiction permanente dont, au-delà du personnage qu'ils n'aimaient pas, les Français se sentent aujourd'hui orphelins. »

Ces quatre premiers mois donnent-ils déjà la tendance d'un quinquennat qui finalement ne fait que commencer ? « Bien sûr que non, tempère Stéphane Rozès. Il est beaucoup trop tôt pour préjuger de l'avenir. Mais s'il veut redresser sa cote de popularité, Hollande a tout intérêt à tenir ses promesses au moins sur les questions sociétales, puisque le principe de réalité l'empêche de les honorer sur le plan économique et social. » Dure, dure, la vie d'un président « normal »...

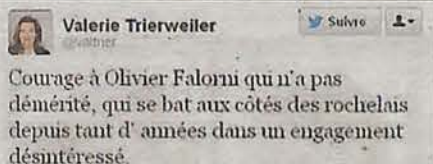
CHRISTIAN HUULT
chuault@nicematin.fr



1. Le 15 mai 2012, jour de l'investiture de François Hollande.
2. Première descente des Champs-Élysées pour le chef de l'Etat.
3. Valérie Trierweiler foule le tapis rouge de la cour de l'Élysée.
4. La rencontre Merkel-Hollande, le 15 mai en fin de journée.
5. La poignée de main de Rennes : c'était le 4 avril, le début de « la guerre des dames ».
6. La Rochelle, le 16 juin, 2nd tour des législatives, Ségolène Royal est balayée.

LA SPHERE PRIVÉE

12 juin : à cinq jours du second tour des législatives, c'est le Trierweilergate ! La com-



Courage à Olivier Falorni qui n'a pas démerité, qui se bat aux côtés des rochelais depuis tant d'années dans un engagement désintéressé.

pagne du chef de l'Etat, Valérie Trierweiler, sort de sa réserve de Première dame et soutient, par un tweet, Olivier Falorni, candidat dissident du PS, arrivé en tête au premier tour à La Rochelle devant... Ségolène Royal !

12 juillet : Thomas, le fils aîné du Président, fait part de ses états d'âme, dans *Le Point*. Et confirme implicitement les ravages occasionnés par le tweet de sa « belle-mère » : « Ça m'a fait de la



peine pour mon père, il déteste tellement que l'on parle de sa vie privée. »

14 juillet : au cours de son intervention télévisée sur TF1 et France 2, François Hollande tire les conclusions politiques de l'affaire du tweet de Valérie Trierweiler : « Les affaires privées se règlent en privé. Et je l'ai dit à mes proches pour qu'ils acceptent scrupuleusement ce principe. »

2 août : le chef de l'Etat et sa compagne prennent le TGV, direction le fort de Brégançon pour deux semaines de vacances. Comme tous ses prédécesseurs, le Président « normal » se livre non sans plaisir aux bains de foule et comme ses prédécesseurs, feint d'éviter des séances photos en maillot de bain pourtant savamment orchestrées.



20 septembre : Valérie Trierweiler, bien sage depuis l'affaire du tweet, fait sa première sortie publique de Première dame. Elle prend la parole devant les membres de l'association France Liberté, créée par Danielle Mitterrand, et en devient l'ambassadrice.

LA SCÈNE INTERNATIONALE

15 mai : comme c'est la tradition, le nouveau président, tout juste investi, prend l'avion pour Berlin. Signe de l'amitié franco-allemande, et malgré des opinions plus que divergentes sur la manière de traiter la crise en Europe, c'est à la chancelière Angela Merkel qu'il réserve sa première visite.

18 mai : le bizutage est rapide pour François Hollande. Première rencontre avec Barack Obama à Washington, puis G8 à Camp David le lendemain et sommet de l'Otan à Chicago. Le chef de l'Etat y annonce à ses alliés qu'il retirera comme



prévu les troupes françaises engagées en Afghanistan avant la fin de l'année.

14 juin : François Hollande se rend à Rome pour convaincre Mario Monti, le chef du Conseil italien, de l'aider à réviser le pacte budgétaire européen en l'agréant d'un volet « croissance ».

18 juin : sommet du G20 au Mexique. À Los Cobos, le Président assure que la feuille de route qu'il s'était fixée - croissance, stabilité financière et lutte contre le protectionnisme - a été plus que respectée. « Les objectifs les plus importants à mes yeux ont été atteints », se félicite-t-il.



(Ph. Reuters/Max PPP/O. Corsan)

vraiment tout changé

Jean-Pierre Raffarin : « Indécision et improvisation »

François Hollande a été élu le 6 mai dernier. Comment qualifiez-vous les cinq premiers mois de son mandat ?

C'est l'éloge de la lenteur. Le début a été séducteur, avec quelques satisfactions adressées en guise de remerciements électoraux, comme l'allocation de rentrée scolaire, le message aux enseignants... Mais la léthargie estivale du gouvernement a inquiété les Français. Cette rentrée, difficile, ne nous rassure pas.

Vous êtes vous-même inquiet malgré tout ?

Je suis extrêmement préoccupé. Mon diagnostic est que le gouvernement sous-estime la profondeur et l'ampleur de la crise. J'ai été très surpris de ne pas entendre le président de la République, l'autre dimanche sur TF1, prononcer le mot Europe. Au fond, le chantier prioritaire de la France aujourd'hui est à trois dimensions : Europe, Euro, Emploi. Le silence sur l'essentiel est source de grande inquiétude.

S'agissant de l'Europe, que peut-il faire de plus ?

Il doit d'abord renforcer ses liens avec l'Allemagne. Je suis partisan d'une « Zone-Rhin », à l'intérieur de laquelle Français et Allemands harmoniseraient leurs économies, sur le plan fiscal comme social. Nos relations avec l'Allemagne restent cordiales mais il faut passer à la vitesse supérieure et s'engager rapidement pour l'intégration opérationnelle de nos deux économies.

Il y aura un débat prochainement sur le traité européen. Quelle est votre position sur le sujet ?

D'évidence, je voterai ce texte. Ma



“François Hollande, c'est l'éloge de la lenteur”

(Photo Patrick Lapeyre)

préférence allait vers une loi constitutionnelle plutôt qu'une loi organique. C'eût été un message plus fort de détermination française pour la discipline budgétaire.

Sur l'emploi, que doit faire François Hollande alors que le nombre de chômeurs a passé la barre des trois millions ?

Les emplois jeunes ne sont en aucune manière une politique de l'emploi sérieuse et efficace. C'est une politique sociale qui n'est pas inutile, mais cela ne peut pas être pas une politique économique. La question majeure est celle de la compétitivité. Je pense qu'il est urgent d'alléger les charges qui pèsent sur l'emploi. De ce point de vue-là, la suppression de la TVA anti-délocalisation est pour moi

incompréhensible. C'était une recette vertueuse, le moyen de partager l'effort de manière collective. Cette décision est absurde, d'autant qu'il est question maintenant d'augmenter la CSG, ce qui va lever la légitime colère des retraités.

Le gouvernement semble plancher sur un retour de la TVA...

L'indécision se mêle à l'improvisation. Tôt ou tard le gouvernement sera contraint de revenir à la TVA anti-délocalisation. C'est à la fois une arme offensive

pour les PME. Comme l'État n'a pas de moyen financier à distribuer, il doit simplifier au maximum la vie des entreprises par un allègement des procédures, des normes et des seuils. Je propose notamment que l'on fasse glisser les seuils de 10 à 50 salariés et de 50 à 100 salariés. Ce serait un allègement très important et cela ne coûterait rien au pays.

François Hollande a pris des mesures dès le mois de juin visant à renforcer le pouvoir d'achat des Français. Vous ne pouvez tout de même pas les condamner ?

L'opinion aujourd'hui est très inquiète. Les

sondages nous montrent que les premières mesures présidentielles ne répondent pas aux attentes des Français. Je ne veux pas accabler le gouvernement dans cette première étape et je ne lui reproche pas de tenir ses promesses. Tout gouvernement a le devoir de tenir ses promesses. Mais la crise est sous-estimée dans le logiciel socialiste d'aujourd'hui. La fragilité de l'économie française n'est pas suffisamment prise en compte. Les Français en ont conscience.

Sur qui doivent peser les efforts pour passer la crise ?

L'effort doit être partagé à égalité entre l'État, et les Français. Aujourd'hui, ce partage n'est pas rigoureux. On ne peut pas faire une augmentation d'impôts de 20 milliards d'euros quand l'État fait seulement 10 milliards d'économies. Dans la même

configuration budgétaire, je proposerai 50% d'efforts pour l'État et 50% d'efforts pour les Français.

Parlons du gouvernement et de son Premier ministre. Manque-t-il d'autorité comme on le dit ? A-t-il raison de jouer la carte de la discrétion ?

Je crois que la carte de la discrétion n'est pas une mauvaise carte à Matignon. Jean-Marc Ayrault est un homme respectable. Un homme politique expérimenté. La question est le rythme de l'action. Pour le moment, en matière de

“Les ministres se sont notabilisés”

mobilisation pour l'emploi, le gouvernement n'a pas le bon rythme de décision. Les ministres se sont notabilisés...

Vous associez-vous aux critiques de l'UMP qui raille l'amateurisme des ministres et les divisions au sein du gouvernement ?

Il faut une opposition constructive. Il faut toujours apaiser les tensions, les divisions fragilisent l'action. C'est une sagesse à laquelle pourtant les socialistes ne nous ont guère habitués dans le passé. Je ne suis pas partisan d'une remise en cause permanente, notamment des personnes, avant que l'on puisse juger des résultats. Ce qui paraît important aujourd'hui c'est de convaincre les Français des mauvaises orientations de la politique de la majorité.

PROPOS RECUEILLIS
PAR OLIVIER BISCAYE
obiscaye@nicematin.fr

10 juillet : première visite à Londres chez David Cameron. Petit passage chez la Reine. François Hollande retournera à deux reprises dans la capitale anglaise pour y rencontrer les sportifs français des Jeux olympiques et paralympiques.

■ POLITIQUE INTÉRIEURE

17 mai : première mesure « symbolique » du quinquennat entérinée lors du premier Conseil des ministres : le président et ses ministres baissent leurs émoluments de 30%.

30 mai : Dominique Bertinotti, ministre déléguée à la Famille, confirme la revalorisation de 25% de l'allocation de rentrée

scolaire, une des promesses de campagne de François Hollande.

1^{er} et 2 juillet : augmentation du salaire minimum (SMIC) de 2 % au 1^{er} juillet. Vote d'un décret, le 2 juillet, permettant aux personnes entrées dans la vie active avant l'âge de 20 ans de partir à la retraite à 60 ans. Le décret doit entrer en vigueur au 1^{er} novembre.

31 juillet : Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, annonce la création de quinze zones de sécurité prioritaire (ZSP), dans lesquelles la surveillance policière est renforcée.

11 septembre : la Garde des Sceaux Christiane Taubira, présente son projet pour autoriser le mariage homosexuel et les conditions d'adoption pour deux personnes du même sexe. Elle présentera son texte en Conseil des ministres début octobre.



14 septembre : en ouverture de la Conférence environnementale, François Hollande annonce la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim en 2016, le retrait des permis d'exploration de gaz de schiste et la création d'une banque « de la transition » pour financer les investissements dans les énergies renouvelables ou la rénovation thermique du bâtiment...

■ POLITIQUE... POLITICIENNE

21 juin : dans le gouvernement Ayrault II, le transfert de Nicole Bricq de l'Ecologie au Commerce extérieur est à l'origine d'un des premiers « couacs » du gouvernement. Le remaniement a aussi été révélateur d'autres tensions au sein du gouvernement. Nicole Bricq a en effet laissé son portefeuille de l'Ecologie à Delphine Batho, dont les relations avec son ancienne ministre de tutelle Christiane Taubira, étaient notoirement tendues. Tout l'été les « couacs » entre ministres se poursuivront. À la rentrée, le Président et son Premier ministre sonneront la fin de la ré-

cré.

12 septembre : le Hollandais Harlem Désir ou l'Aubryste Jean-Christophe Cambadélis ? Pour diriger le PS, le Premier ministre et la Première secrétaire sortante finissent par se mettre d'accord sur le nom d'Harlem Désir. Le président de la République n'est, soi-disant, pas intervenu. Personne n'est obligé de le croire...

20 septembre : en clôture des Journées parlementaires du PS, Jean-Marc Ayrault exhorte la majorité à voter le pacte budgétaire européen, alors que le texte ne fait pas l'unanimité dans les rangs socialistes. Même consigne pour le non-cumul des mandats et le vote des étrangers.

